



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU MAIRE

**Objet :** REGIE DE RECETTE TAXE DE SEJOUR - MODIFICATION

### Décision n° 2025 – 30

Le Maire de la Commune de Gassin (Var),

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 2122-22,

**Vu** le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ;

**Vu** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment ses articles 22 et 22-1 ;

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

**Vu** l'arrêté relatif aux taux de l'indemnité de manquement des fonds susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics ;

**Vu** la délibération du conseil municipal n° 24/73 du 5 décembre 2024, 7° alinéa, portant délégation de pouvoirs au Maire de créer, modifier ou supprimer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la délibération n° 10/31 en date du 02 avril 2010 instituant une régie de recette pour l'encaissement de la taxe de séjour,

**Vu** les délibérations n°10/63 du 28 juin 2010, n° 15/24 du 02 avril 2015, et la décision du Maire n° 2018/31 du 20/12/2018 portant modification de la régie de recette pour l'encaissement de la taxe de séjour,

**Vu** la délibération n° 17/83 en date du 24/08/2017, fixant la période de recouvrement de la taxe du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

**Vu** les délibérations n° 18/60 en date du 11/09/2018 fixant les nouveaux tarifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et n° 25/08 du 27/02/2025 fixant les nouveaux tarifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

**Considérant** que par suite de ces décisions le montant encaissé de la taxe de séjour va fortement augmenter et qu'il est donc nécessaire de modifier le montant de l'encaisse,

**Vu** l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 10 décembre 2025 ;

## DÉCIDE

**Article 1 :** Il est institué une régie de recettes pour l'encaissement de la taxe de séjour

**Article 2 :** Cette régie est installée dans les locaux de l'office de tourisme, 20 place Léon Martel, 83580 GASSIN

**Article 3 :** - La régie fonctionne du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

**Article 4 :** la régie encaisse les produits :

- de la taxe de séjour encaissée par les logeurs, les opérateurs numériques, particuliers et professionnels - compte d'imputation 731721
- les intérêts moratoires en cas de retard de versement du produit de la taxe de séjour - compte d'imputation 7688.

**Article 5 :** Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants : carte bancaire, paiement en ligne sur le site internet, numéraires, chèques bancaires, virements.

**Article 6 :** un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie auprès de la Direction Départementale des Finances du Var.

**Article 7 :** le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 110 000 €.

**Article 8 :** Le régisseur est tenu de verser au comptable public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

**Article 9 :** Le régisseur percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

**Article 10 :** le mandataire suppléant percevra une indemnité de maniement des fonds pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie en l'absence du régisseur titulaire.

**Article 11 :** Le Maire de Gassin et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 12 :** La présente décision sera annexée au registre des délibérations et fera l'objet d'une information lors du Conseil Municipal.

**Article 13 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et /ou d'un recours contentieux formé par des personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délais de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la justice Administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourcs citoyens » accessible par le site internet [www.telerecourcs.fr](http://www.telerecourcs.fr)

Certifié exécutoire en Préfecture le : 12/12/2025 Publiée le : 12/12/2025
---



Fait à Gassin, le 11 décembre 2025  
Pour extrait certifié conforme.  
Le Maire,

Anne-Marie WANIART